



Commission permanente de Contrôle linguistique
rue Montagne du Parc 4 – 1000 BRUXELLES

Bruxelles, le

[...]

[...]

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

En sa séance du 28 juin 2007, la Commission permanente de Contrôle linguistique (CPCL), siégeant sections réunies, a examiné une plainte déposée contre Belgacom, parce que cette société ne cesse de placer de la signalisation bilingue sur le territoire de la commune de Meise.

*
* *

A la demande de renseignements que la CPCL vous avait adressée dans le cadre d'une plainte antérieure, vous aviez répondu: (*traduction*)

"Belgacom comprend parfaitement que dans le cadre des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, chaque plainte doit être examinée à fond.

La plainte contre le placement d'une signalisation bilingue sur la voie publique, Stationsstraat à Wolvertem (Meise), lors de travaux exécutés à la demande de Belgacom, à dès lors été transmise pour enquête aux services concernés de Belgacom.

D'évidence, le sous-traitant en question a été averti de cette infraction à la législation linguistique. Par la même occasion, Belgacom a instamment invité ce sous-traitant à prendre les mesures nécessaires afin d'éviter des plaintes de l'espèce à l'avenir.

Belgacom souligne que si pareilles fautes sont constatées, les panneaux sont immédiatement remplacés soit par ses propres collaborateurs, soit par le sous-traitant.

En outre, la réglementation en vigueur est rappelée aux équipes propres aussi bien qu'aux sous-traitants.

Par cette intervention, Belgacom espère effectivement éviter les plaintes de l'espèce."

*
* *

En vertu de l'article 36, § 1^{er}, de la loi du 21 mars 1991, portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, les entreprises publiques autonomes, ainsi que leurs filiales qu'elles associent à la mise en œuvre de leurs tâches de service public et dans lesquelles la participation des autorités publiques dépasse 50%, sont soumises aux dispositions des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (LLC).

Conformément à l'article 40, alinéa 2, des LLC, les avis et communications que les services centraux, tels que Belgacom, font directement en public sont rédigés en français et en néerlandais.

L'application du principe de l'article 40, alinéa 2, des LLC, a toutefois été nuancée par la jurisprudence de la CPCL. En vue de sauvegarder l'homogénéité linguistique des régions unilingues, l'unilinguisme doit être la règle pour les avis et communications adressés directement au public des communes homogènes par les services centraux et assimilés, et le bilinguisme la règle pour le public des communes de Bruxelles-Capitale, des communes périphériques et de celles de la frontière linguistique (cf. avis 1980 du 28 septembre 1967).

L'article 50 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (LLC), dispose que la désignation, à quelque titre que ce soit, de collaborateurs, de chargés de mission ou d'experts privés, ne dispense pas les services de l'observation des dites lois coordonnées.

La signalisation incriminée aurait donc dû être affichée uniquement en néerlandais.

La CPCL estime que la plainte est recevable et fondée.

Elle prend acte du fait que la réglementation en la matière a été rappelée aux équipes de Belgacom et aux sous-traitants.

Copie du présent avis est notifiée au plaignant.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Président,

[...]